



Paris, le 24 mai 2018

Monsieur Premier Ministre,

Les neuf organisations syndicales représentatives dans la Fonction publique appellent le Gouvernement à se saisir de la question de la réforme de la 3e partie de la Fonction publique avant le 22 mai 2018.

Elles exigent un dialogue social impératif des représentants des personnels et des élus de la Fonction publique afin de garantir la continuité de l'Etat et de permettre à nos concitoyens de bénéficier de services publics de qualité. Elles appellent à un dialogue social impératif des représentants des personnels et des élus de la Fonction publique afin de garantir la continuité de l'Etat et de permettre à nos concitoyens de bénéficier de services publics de qualité.

Elles appellent à un dialogue social impératif des représentants des personnels et des élus de la Fonction publique afin de garantir la continuité de l'Etat et de permettre à nos concitoyens de bénéficier de services publics de qualité.

Elles appellent à un dialogue social impératif des représentants des personnels et des élus de la Fonction publique afin de garantir la continuité de l'Etat et de permettre à nos concitoyens de bénéficier de services publics de qualité.

La présente lettre vous informe de ce besoin pour le succès de nos efforts et appelle à votre soutien.

Monsieur Emmanuel Macron
Président de la République
16, rue de la Harpe
75004 Paris

Préavis de l'intersyndicale Fonction publique pour le 22 mai

vendredi 4 mai 2018